

La Wallonie intensifie la lutte contre les violences sexistes

Face aux chiffres alarmants des études sur le harcèlement et les comportements sexistes, la Wallonie a décidé d'intensifier la lutte contre ce fléau. Sur proposition de la ministre de la Santé Alda Greoli (CDH), le gouvernement régional doit approuver ce jeudi le décret visant à pérenniser et à développer l'action des services d'accompagnement des victimes de violences sexistes. La sécurité budgétaire des acteurs de première ligne devrait s'en trouver améliorée. Le décret prévoit également d'étendre ces services à toute la Région, alors qu'actuellement, la province de Luxembourg n'en dispose d'aucun et celle de Namur est très mal couverte. Le texte étend enfin l'offre d'accompagnement, pensée au départ pour la prise en charge des violences conjugales, à toutes les violences liées au genre – faits de harcèlement, mutilations génitales et mariages forcés. Alors que la Wallonie renforce son arsenal pour prévenir le harcèlement, le débat suscité par l'affaire Weinstein s'est à nouveau enflammé cette semaine suite à la publication par *Le Monde* d'une lettre signée par une centaine de femmes condamnant une « hystérie anti-hommes ». Les accusations qu'on peut y lire ont provoqué des répliques tout aussi violentes. Loin des invectives, *Le Soir* a choisi d'interroger huit femmes de tous horizons pour leur demander quelles sont les batailles prioritaires dans le combat pour l'égalité des sexes et le respect mutuel. ■

Huit femmes, de la « liberté d'importuner » au refus du « droit à agresser »

Un pamphlet signé par cent femmes condamnant une certaine « hystérie anti-hommes » provoque la fureur de féministes. Des femmes nous livrent leur sentiment et surtout leurs priorités dans le combat pour l'égalité.

La lettre ouverte d'une centaine de femmes prônant « une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle », ainsi qu'un refus d'enfermer les femmes « dans le rôle de la proie », publiée dans les colonnes du quotidien *Le Monde*, a provoqué un joli brouhaha : entre charivari et vivat !

Selon les signataires – au nombre desquelles on a tôt fait d'isoler Catherine Deneuve, mais qui comportent aussi Catherine Millet, Ingrid Caven, Catherine Robbe-Grillet, Brigitte Lahaie ou Elisabeth Lévy, depuis la révélation de l'affaire Weinstein, en octobre dernier, on serait allé trop loin dans la chasse aux harceleurs.

Il est un fait que, sur les réseaux sociaux, les hashtags #balancetonporc et #metoo ont fait florès, tandis qu'un certain nombre de personnalités féminines révélaient avoir subi, dans un passé plus ou moins lointain, quelque violence physique ou verbale de la part d'hommes – parfois nommément cités.

Pour autant, faut-il s'émouvoir

à ce stade, comme les auteures du pamphlet, d'une « justice expéditive » ou d'« une campagne de délations », prodrome d'un retour du « puritanisme » et de l'avènement d'un « féminisme qui prend le visage d'une haine des hommes et de la sexualité » ? Les accusations sont violentes et ont provoqué des répliques qui ne le furent pas moins dans « l'autre camp » – que l'on qualifiera en première approche de « féministe ».

Vive le débat ! Sauf que, entre ce qui a pu prendre des allures de « fièvre à envoyer les "porcs" à l'abattoir » (Deneuve & consorts) et ce que d'aucunes ont ressenti comme une défense du « droit d'agresser sexuellement les femmes » (Caroline De Haas), on se dit quand même que le combat des femmes mérite mieux...

Nous avons donc contacté huit femmes, de tous horizons, pour leur demander, calmement, « où placer le curseur », mais surtout quelles sont, pour elles, aujourd'hui, les batailles prioritaires sur le front de l'égalité des sexes. ■

WILLIAM BOURTON

MARIE-LAURE BÉRAUD

Marie-Laure Béraud est danseuse et a publié un texte sur Facebook après la carte blanche. © JEAN-MARC QUINET/REPORTERS.

« L'hystérie féministe, non merci ! »

Marie-Laure Béraud est danseuse. Après la diffusion de la carte blanche cosignée par une centaine de femmes, dont Catherine Deneuve, elle a publié ce texte sur sa page Facebook, reproduit avec son accord.

« *Quel est le problème au juste ? Qu'une femme puisse penser qu'il n'y a pas mort d'homme si un mec se frotte à elle dans le métro ? Ben oui, c'est pas si grave, c'est très désagréable mais un bon coup de genou, un hurlement, une beigne ou une insulte en retour, c'est à la portée de toutes. Il me semble que même si ce geste est tout à fait déplacé, de même qu'une demande insistante, cela n'a pas la gravité d'une agression sexuelle tel un viol, une tentative de viol ou encore un harcèlement sexuel au boulot du genre "si tu veux pas, je te viè".*

La police est là pour sanctionner ces faits même si elle ne le fait pas correctement la plupart du temps, prenant trop souvent à la légère ce genre de délits.

J'ai personnellement rencontré des situations difficiles à cet égard quand j'avais 20 ans et que je travaillais comme mannequin pour payer ma vie à Paris et mes études. Le milieu de la mode n'est pas plus glorieux que celui du

cinéma et il y a toujours des prédateurs qui exercent un chantage. Je n'y ai jamais cédé mais d'autres oui, pensant à une éventuelle promotion et puis, après être passée à la casserole, rien... Alors on accuse, mais ça, c'est un peu facile. Je sais que pas mal de nanas ambitieuses se sont retrouvées dans ce cas de figure et pareil pour le cinéaste, la politique etc. Alors on se venge... même des années plus tard ?

Combien de viols ont lieu à l'intérieur du couple, dans la famille, intra-muros, la plupart dans les zones sinistrées, faute d'éducation ? Beaucoup trop, c'est certain, mais là, ça devient plus compliqué et les plaintes dans ces cas-ci ne sont pas prises au sérieux par ces messieurs de la police en règle générale. Du coup, c'est le silence et la honte des victimes.

Les hommes ne doivent pas être pris pour des suspects potentiels, c'est ce qui est en train de se passer et c'est parfaitement insupportable. La guerre des sexes est déclarée et c'est bien dommage car des guerres il y en a déjà trop. L'hystérie féministe, non merci ! Un peu de mesure ! » ■

Propos recueillis par
M.C.



Assita Kanko est conseillère communale à Ixelles, féministe et écrivaine. © BRUNO D'ALIMONTE/LE SOIR

« Les discriminations insidieuses provoquent de la souffrance »

Assita Kanko est conseillère communale MR à Ixelles. En 2015, elle a publié *La deuxième moitié, plaidoyer pour un nouveau féminisme* (Lannoo/Racine). Elle vient de lancer « Polin », un incubateur pour aider les femmes à entrer et réussir en politique.

Son combat, c'est celui du respect, et « dans tous les contextes ». Car le sexisme est ancré, selon elle, dans plusieurs terrains : « Le travail en ce qui concerne les salaires, la vie politique, la cour de récréation, les trottoirs, les rues, le métro. Dans tous ces lieux, on a le droit d'avoir son espace. » Et c'est bien le nœud du problème. « S'il y a autant de sexisme dans la société, il y aura toujours des gens pour se sentir libres d'aller imposer une présence non désirée à quelqu'un d'autre. Or, ces discriminations, insidieuses, provoquent énormément de souffrance, pour les victimes, mais aussi pour la société, qui peu à peu doit faire face à des renoncements. »

Impliquer davantage les pères

Alors la carte blanche signée notamment par Catherine Deneuve la révolte. « Je trouve que c'est une honte pour la femme, parce que quelqu'un qui se frotte à vous dans le métro alors que vous n'en avez pas envie, ça terrifie. Comment une ado de 15 ans vit-elle cela ? Peut-être que Catherine Deneuve est un peu restée dans le passé. »

Cette dernière devrait d'ailleurs regarder de l'autre côté de l'Atlantique. « Oprah Winfrey est une femme de médias qui a du respect pour les autres mais aussi pour elle-même. »

La femme politique ne voit pourtant pas l'avenir tout en noir. La solution passe par des

efforts dans différents domaines. « Il faut une approche intégrée. Cela passe évidemment par l'éducation. Mais aussi par la représentation des femmes dans les médias, qui sont souvent montrées de manière passive. Et puis, les lois existantes doivent être appliquées de manière beaucoup plus systématique. On ne peut pas imaginer qu'en Belgique, 95 % des cas de viol ne mènent à aucune condamnation. Quel message envoie-t-on à ceux qui violent des femmes ? C'est incompréhensible. Et cela décourage les femmes de porter plainte. »

Et puis, selon elle, permettre aux pères de s'impliquer davantage dans l'éducation de leurs enfants, de rééquilibrer les rôles dans la famille, pourraient également résoudre certains blocages. « Si je pouvais prendre une seule mesure concrète et rapide, je reformerais le congé parental - je n'ai pas envie de dire le congé de maternité, de sorte que les bébés fassent directement connaissance avec les deux parents et grandissent dans un monde où ils vont se tourner aussi bien vers leur père que vers leur mère pour demander quelque chose. Cela permettrait non seulement de rééquilibrer la charge mentale liée à la famille, mais aussi d'avoir une nouvelle génération qui grandira sans les stéréotypes. On aura un changement de fond. »

Mais au-delà des effets sur les générations futures, le monde du travail en profiterait également. « Un patron ne pourra plus demander à une femme si elle compte avoir des enfants, parce qu'alors il devra aussi poser la question aux hommes, tandis que le système actuel rend cette discrimination possible. » Du gagnant-gagnant. ■

C.D.P.

La princesse Esmeralda, fille de Léopold III et Lilian de Réthy, a suivi la polémique depuis l'Angleterre. © REPORTERS

« Être féministe ne veut pas dire qu'on est anti-hommes »

La princesse Esmeralda, fille de Léopold III et Lilian de Réthy, a suivi la polémique depuis l'Angleterre, où la présence de Catherine Deneuve parmi les signataires a valu à cette tribune des échos dans la presse, notamment dans *The Guardian*. Journaliste de formation, militante féministe, la princesse déplore cette prise de position. « C'est dommage, parce que ça vient perturber le débat qui a commencé avec l'affaire Weinstein et #metoo et qui est important, car il s'agit de changer les mentalités, cette espèce de culture du pouvoir qu'exercent beaucoup d'hommes en se disant que tout leur est permis. C'est cela qu'il faut changer », nous confie-t-elle.

Mais cette tribune vient brouiller les pistes, « car cela n'a rien à voir de dire qu'il faut une certaine liberté sexuelle, ce n'est pas de cela dont on parle ! » Elle y perçoit aussi le risque, dit-elle, que les femmes se dressent « les unes contre les autres », notamment parce que la carte blanche laisse planer l'idée, estime-elle, que soutenir le mouvement issu de l'affaire Weinstein, c'est être contre les hommes, ce qui pourrait en repousser certaines. « Mais dire qu'on est féministe, et je suis fière de dire que je le suis, ne veut pas dire qu'on est anti-hommes ! C'est simplement revendiquer l'égalité des droits. Et ce n'est pas être contre les hommes de dire qu'il y a une attitude et des gestes qui ne sont pas admissibles. La limite me semble quand

même assez claire entre ce qui est un gentil compliment ou une réflexion assez lourde de sens. Il n'est pas difficile de comprendre que quand c'est non, c'est non et qu'il ne faut pas insister. »

Le débat issu de l'affaire Weinstein peut-il faire bouger les choses ? Oui, pense-t-elle : « Des femmes ont tout à coup osé parler. C'est bon. Dans tout événement il y a des exagérations. Mais le fait lui-même est très significatif, très valable. Dans certains cas, il s'agissait d'événements qui ont eu lieu il y a des années mais qu'elles n'avaient pas osé révéler, par peur d'être ridiculisées. »

Le frein principal à un changement décisif ? Les hommes qui fixent encore les règles du jeu, les normes : « On sait très bien que dans beaucoup de pays existent des lois pour éviter qu'une femme ne soit pas engagée si elle est enceinte, par exemple. Mais on sait aussi que beaucoup d'entreprises font signer aux femmes des documents privés, avant de les engager, disant que si elles tombent enceintes, elles ne garderont pas leur emploi », indique-t-elle. Dès lors, « tout ce qu'on peut faire pour viser à l'égalité est positif, car on est loin de l'égalité des salaires et de l'égalité des chances dans beaucoup de domaines. Même si à l'université, il y a plus de femmes que d'hommes, cela s'affine beaucoup sur le marché du travail. Il y a donc encore beaucoup de choses à faire. » ■

C.D.P.

MYRIAM LEROY

La journaliste et auteure Myriam Leroy a publié une carte blanche contre le sexisme. © D.R.

« Cela témoigne d'une intériorisation de la domination »

ENTRETIEN

Myriam Leroy est journaliste et auteure (son premier roman, *Ariane*, vient de paraître). Le 24 octobre dernier, elle publiait dans *Le Soir* une carte blanche sans concession à l'adresse de ceux – et celles – qui relativisent la domination des hommes sur les femmes.

Quelle a été votre réaction à la lecture de cette tribune ?

Cela ne m'a pas vraiment étonnée. C'est amusant, si je puis dire, que des « réacs » notoires se dressent contre un mouvement qu'elles jugent réactionnaire. Cela témoigne d'une intériorisation de la domination. Benoîte Groult qualifiait ce genre de femmes de « harkis ». Ce qu'elle voulait dire, c'est qu'elles jouent contre leur propre camp. Pourquoi ? Cela appartient à chacune. Il y a des avantages à jouer la partie selon les règles du jeu, ce qui permet d'obtenir une place – certes assignée par d'autres – dans ce monde, mais une place quand même. On peut tirer des avantages en se dressant en tant que femme contre la parole féministe. Plein d'hommes, en lisant cette chronique, se sont sentis soulagés, compris. Et

alors cette idée d'un retour du puritanisme et d'un retour à l'ordre moral, ça me rend dingue. La morale n'a rien à voir là-dedans. Personne ne souhaite qu'on touche à la liberté sexuelle, et surtout pas les femmes. Elles veulent juste que la liberté des uns n'empiète pas sur la leur.

Dans ce débat, n'est-on pas en train de tout mélanger ?

La carte blanche de ces cent femmes mélange absolument tout. C'est le « vitamix » des tribunes politiques ! S'il y a une gradation, il n'y a pas de distinguo à faire entre une drague insistante (un baiser volé par exemple) et les viols. Car cela participe de la même idée que les hommes ont le droit de s'imposer. Mais la question est délicate : où commence le harcèlement ? Ce n'est pas si simple. C'est aussi une question de contexte, des personnes et de la réception. Il faut mettre l'intelligence humaine au service des relations entre les gens. Si un homme drague une femme et qu'elle n'est pas réceptive, à un moment donné, s'il insiste, ça va devenir du harcèlement. C'est à lui d'y être attentif.

■

C.D.P.

ZIDANI

**Zidani est une humoriste belge,
socialement engagée.** © RENÉ BRENY

« Il est temps de redéfinir harcèlement, viol et drague maladroite »

ENTRETIEN

L'humoriste Sandra Zidani, socialement engagée, a créé dans les années 2000 plusieurs one-woman-shows. Elle met notamment en scène ses origines et son héritage multiculturel.

Votre avis sur la carte blanche publiée dans « Le Monde » ?

Je trouve dommage que des femmes comme Catherine Deneuve, qui fait partie des privilégiées de la parole, utilisent leur nom avec si peu de réflexion et de recul. Pour moi, ces femmes confondent liberté sexuelle et consentement. Or, la drague lourde pose cette question. Est-ce que Catherine Deneuve a dû passer à la casserole pour pouvoir bosser ? Je ne sais pas. Sur un reportage diffusé en novembre dernier, Macha Méril disait qu'une comédienne devait pouvoir accepter de coucher pour avoir un rôle. C'est dingue ! Alors peut-être que pour la vieille génération, c'était comme ça. Mais désolé, il est alors grand temps de changer la culture. D'accord pour dire qu'on ne peut pas mettre sur le même pied d'égalité le harcèlement, le viol et la drague maladroite, mais il est temps de préciser ces normes. J'ai déjà assisté à ça : un type un peu lourd qui commence à toucher le genou d'une jeune fille en face de lui. Et quand la jeune fille se défend, elle est traitée de pute. C'est grave !

Que reprochez-vous à ces femmes ?

Je me demande si ce n'est pas social, tout ça. Peut-être que Catherine Deneuve n'a jamais été draguée de façon outrancière. Peut-être qu'on l'a draguée avec des bouquets de fleurs. En signant avec d'autres femmes cette carte blanche, elle fait preuve d'un manque de solidarité féminine. Et vis-à-vis des femmes qui ont moins la parole.

Que penser de ce débat qui oppose les femmes entre elles ?

Quelque chose d'incroyable s'était passé sur le plateau de Ruquier, lorsque, l'automne passé, Christine Angot et Caroline Rousseau se sont affrontées sur leur douleur de femme. Rousseau disait : « Il faut parler et il faut des structures pour pouvoir accueillir les femmes qui sont victimes de harcèlement ou plus. » Et Angot : « Non, quand on est victime, on la ferme. » Et on refuse d'ailleurs de poser en victime. Tout était déjà là.

La libération de la parole des femmes a-t-elle une part d'ombre ?

On est peut-être entré dans une période de méfiance. Et on risque d'aller vers une chasse aux sorciers, c'est vrai. L'affaire du licenciement récent de l'animateur Tex témoigne peut-être de ce climat de règlement de comptes. Même des féministes très engagées ont trouvé que ce licenciement était exagéré. ■

Propos recueillis par
N.C.E.

NATACHA POLONI

Natacha Polony est journaliste et essayiste. REPORTERS

« Certaines militantes ont kidnappé le féminisme »

ENTRETIEN

Journaliste et essayiste, Natacha Polony salue la publication du texte cosigné par les cent femmes, car dans ce débat, estime-t-elle, « il n'y a pas de liberté » d'exprimer de telles positions, ce qui le rend « malsain ».

Auriez-vous pu cosigner ce texte ?

On ne me l'a pas proposé mais je l'aurais signé des deux mains, malgré quelques réserves sur les termes. L'intention me semble juste. Il est nécessaire de faire entendre cette voix, maintenant, c'est-à-dire avant que ce débat ne soit détourné de son objet premier et nécessaire : la dénonciation des viols, des agressions, du harcèlement, qui doivent être combattus et punis. Mais ce qu'ont voulu dire ces femmes, c'est que si on laisse dériver cette légitime libération de la parole vers un discours de normalisation des rapports de séduction, de désir, si on installe l'idée que les hommes seraient par essence des bourreaux, que la sexualité masculine serait prédatrice, cela nous prépare une société absolument invivable.

Qu'est-ce que vous trouvez problématique dans le débat actuel ?

Je suis frappée de voir comme les féministes qui critiquent cette tribune usent toujours du même processus idéologique. D'abord, elles nient confondre agressions et drague, et juste après, elles disent à ces femmes qui défendent la complexité du désir qu'elles sont les complices des agresseurs et des violeurs. Or, cette tribune a bien pour objet de faire entendre que ce n'est pas la même chose et parle de ce puritanisme qui est en train de s'installer et qui tend à considérer que toute parole considérée comme déplacée émise par un homme envers une femme relèverait de la domination masculine. Certaines militantes ont kidnappé le féminisme, et, obsédées par la domination masculine, oublient que la perversité est partagée aussi par les femmes. L'être humain est complexe, la transparence des désirs et la réciprocité

parfaite n'existent pas. Mais tout ce qui n'est pas réciproque ne relève pas de l'agression.

Revendiquer une « liberté d'importuner » les femmes, n'est-ce pas problématique ?

Ce n'est pas la même chose de siffler une femme dans la rue et de se frotter à elle dans le métro. On m'a déjà dit « mademoiselle, vous êtes grave ravissante », on m'a demandé mon numéro... Ce n'est pas une agression. Et pourtant je ne l'ai pas sollicité, cela ne relève pas de mon consentement. Un importun, ce n'est pas la même chose qu'un harceleur. Les nuances sont fines, mais si nous ne les défendons pas, il n'y a plus de vie sociale possible et il n'y a plus, surtout, de désir possible. Je ne veux pas vivre dans un monde où, pour qu'un homme qui me désire puisse me mettre la main sur le genou, il lui faille d'abord demander mon consentement écrit.

Cela ne vous dérangerait pas ?

Attention, on ne parle pas d'un inconnu qui vous tripote mais d'un homme que vous connaissez et qui veut vous montrer son désir. Si cela me dérange, l'homme en question le saura tout de suite. C'est un râteau, pas une agression. Rien à voir avec une main au cul dans le métro, déjà punie par la loi. On a les outils législatifs. Ce sur quoi il faut travailler, c'est donner la force aux femmes d'aller porter plainte. Les discours victimaires permanents sont problématiques. Et il faut rappeler l'essentiel : pour qu'un être humain puisse se défendre face à un rapport de domination qui tend à l'écraser, il doit avoir les moyens de son émancipation. Il y a des conditions sociales, économiques et psychologiques qui permettent plus ou moins aux êtres humains d'être libres. Le rôle d'une société, c'est avant tout de donner les ressources à chacun pour construire sa liberté et agir face à une éventuelle agression ou une situation de domination. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA


 FABIENNE BISTER

Fabienne Bister
dirige
la moutarderie
du même nom.

ALAIN DEWEZ

« Il y a 25 ans que j'ai aboli la différence de salaires »

ENTRETIEN

Depuis 1994, Fabienne Bister dirige la moutarderie qui porte le nom de sa famille. Elle est également membre du comité de direction de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), dont elle fut la première femme vice-présidente.

Comment vous profilez-vous dans le combat actuel pour l'égalité des sexes ?

Je n'ai jamais été féministe dans le sens où, pour moi, un homme

vaut une femme et une femme vaut un homme. Je crois que la vraie solution, c'est d'apprendre ça dès la petite enfance ; et que la violence n'est acceptable ni envers une femme, ni un homme.

Avez-vous été confronté à la violence masculine ?

Vers 16-17 ans, j'ai été agressé deux fois physiquement, en journée, alors que je faisais du sport en extérieur. J'ai suffisamment hurlé pour me débarrasser d'eux... mais enfin, c'est quand même un problème ! Il ne faut pas se leurrer : il y a des mecs qui ont un sexe à la place du cerveau et qui, dès qu'ils voient une femme seule en tenue de sport se disent : « Je la violerais bien »...

Des remarques sexistes ou des gestes déplacés dans votre vie professionnelle ?

Très peu. Mais je ne me considère pas d'abord comme une femme, mais comme une cheffe d'entreprise, qui doit être compétente et viser l'excellence.

Quels sont les vrais défis aujourd'hui, pour les femmes ?

C'est arriver à mettre dans la tête des femmes qu'elles n'ont rien de moins, ni de plus, qu'un homme. Sur le plan professionnel, il y a un blocage dans la tête de certaines femmes qui se disent : « Je voudrais le job, mais est-ce que c'est pour moi ?, est-ce que je serais à la hauteur ?, etc. »...

Quelles sont vos politiques d'embauche et salariale ?

J'engage la personne que j'espère être la plus compétente et je ne m'occupe absolument pas de savoir si c'est un homme ou une femme – sauf évidemment lorsqu'il s'agit d'un poste « physique ». Pour le reste, il y a 25 ans que j'ai aboli la différence de salaires. Comment ? En demandant aux hommes de renoncer à des sauts d'index pour que les salaires des femmes les rejoignent... Et ils ont tous dit « OK » ! ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Laurence Rosier est professeure à l'ULB, spécialiste de la violence verbale. © D.R.

ENTRETIEN

Professeure de linguistique à l'ULB, Laurence Rosier est membre du Striges, centre de recherche sur le genre, l'égalité et la sexualité et du Ladisco, centre de recherche sur le langage et le discours. Elle a récemment publié « De l'insulte aux femmes ».

Que pensez-vous de la carte blanche des 100 femmes, publiées dans « Le Monde » ?

Ces femmes ont le droit à la liberté d'expression et ne méritent évidemment pas d'être muselées par qui que ce soit. Les insultes à Catherine Deneuve sur son âge et son physique, je les condamne tout à fait. Ceci dit, le texte de cette carte blanche, qui provoque un tollé chez les féministes, a le défaut de caricaturer les activités et les visions féministes, notamment avec l'utilisation du terme puritain. Or, c'est une société puritaine comme les États-Unis qui a permis le système Weinstein. Un

« Ces femmes occupent des positions dominantes »

système qui n'encourage pas la parole et la référence à la sexualité.

Les signataires de la carte blanche estiment qu'une partie des hommes sont aujourd'hui présumés coupables, notamment avec les campagnes Me Too et Balance ton porc.

La symétrie entre les victimes de harcèlement et les victimes des dénonciatrices est un argument très fallacieux. Le harcèlement est fondé sur le non-consentement. Dans le texte de la carte blanche, les notions de harcèlement et de sexualité sont associées. Du coup, on a l'idée de féministes anti-hommes, frigidés, mal baisés. On en a toutes un peu marre.

Les signataires de ce texte ont une responsabilité. Depuis quelques mois, une parole s'est libérée, et tout de suite il y a une

injonction à nuancer la parole, à envisager toujours le discours de la domination, à oublier aussi la lutte des classes... car ces femmes qui s'expriment occupent des positions très dominantes.

Les signataires dénoncent une chasse aux sorcières, qui transformerait aujourd'hui tout homme en potentiel suspect.

Elles parlent de la proie et de la victimisation des femmes. Moi je dirais surtout que la question de la proie est sociale. Et pas liée simplement à des pulsions des hommes et des femmes. Ces signataires oublient aussi que la virilité et la masculinité, ce sont des constructions sociales. Elles nous disent qu'il faut éduquer les filles. Mais il faut peut-être aussi éduquer les garçons. ■

Propos recueillis par N.CE.

en Wallonie Assister sur tout le territoire

Le machisme tue tous les jours. Ce n'est pas qu'un slogan. Dans cinq affaires d'homicides conjugaux sur six, le prévenu est un homme, d'après le premier état des lieux sur les violences faites aux femmes en Wallonie dévoilé en février 2016 par l'Iweps, l'institut statistique wallon, et le Centre d'appui de lutte contre les violences entre partenaires. Près de 28.000 Wallonnes ont déclaré

avoir subi des violences physiques ou sexuelles dans l'année écoulée, selon ce même rapport qui fait état de dix-huit viols chaque jour.

Une étude menée fin 2016 par l'ASBL Jump révèle que le machisme ordinaire court les rues : plus de neuf femmes sur dix disent avoir été confrontées à des comportements sexistes, dans l'espace public (95 %), mais aussi au travail (92 %). Il s'agit essentiellement de blagues, de gestes ou de commentaires déplacés, mais cela va parfois plus loin. En rue ou dans les transports en commun, plus d'une femme sur trois a fait l'expérience d'agression ou de harcèlement physique - comme le montrait récemment une enquête dans les TEC liégeois (*Le Soir* du 09/01).

Face à ces chiffres alarmants, la Wallonie a décidé d'intensifier l'effort de lutte contre les violences fondées sur le genre.

Des budgets assurés

Sur proposition de la ministre wallonne de la Santé et de l'Action sociale Alda Greoli (CDH), le gouvernement wallon approuvera ce jeudi, en troisième lecture, le projet de décret visant à pérenniser et à développer l'action des services d'accompagnement des violences sexistes.

Ces acteurs de première ligne ont été assurés d'une sécurité budgétaire, leur permettant de mener des projets à long terme sans craindre que cette subvention ne soit remise en question. Le budget total de l'Action sociale wallonne (530.000 euros) sera augmenté de 20.000 euros.

Le projet de décret entend aussi étendre l'action des services d'accompagnement à tout le territoire wallon : quatre services et dispositifs pourraient être créés dès 2019, ce qui porterait l'enveloppe budgétaire à 715.000 euros. « *Le Luxembourg n'avait jusqu'ici pas*

de structure et Namur très peu. Mon souci est de couvrir l'ensemble du territoire. Les violences liées au genre touchent tous les milieux et toutes les régions », rappelle la ministre Greoli.

Dans ce même but, les actions de l'ASBL liégeoise Praxis, qui accompagne les auteurs de violences sexuelles, seront étendues à tout le territoire.

L'accompagnement, concentré au départ dans la prise en charge des violences conjugales, sera désormais promis à toutes les violences liées au genre - faits de harcèlement, mutilations génitales et mariages forcés. Il définit ces violences comme « *tout geste ou comportement qui a manifestement pour objet d'exprimer un mépris à l'égard d'une personne en fonction de son appartenance sexuelle* ».

« *Tout cela me tient très à cœur, avance la ministre Greoli. On n'imagine pas les implications morales et psychiques du harcèlement* ». ■

ANNE-SOPHIE LEURQUIN